

LETTRE DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers membres du Réseau des jeunes chercheurs, Chères lectrices, Chers lecteurs

Dans cette nouvelle lettre vous y trouverez l'activité juridique de mai 2020.

Nous sommes heureux de vous inviter à nos demi-journées se tiendront en ligne le **26 juin 2020 à 14h** sur le thème « *L'espace extra-atmosphérique : les enjeux de l'investissement* » et le **6 juillet 2020 à 14** sur le thème « *L'espace extra-atmosphérique et la guerre* ». Pour plus d'informations visitez la rubrique « Nouvelles en vrac ».

En vous souhaitant une bonne lecture,

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

SOMMAIRE

NOUVELLES EN VRAC...	2
RENOUVELLEMENT DU BUREAU DES JEUNES CHERCHEURS DE LA SFDI : APPEL A CANDIDATURES.....	2
APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...	5
JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL.....	6
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	6
COUR PENALE INTERNATIONALE	6
JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT DES INVESTISSEMENTS	9
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER	10
COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME.....	10
COUR INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME.....	11
COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES	13
ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.....	20
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES	20
CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES	20
COMITE DU CONSEIL DE SECURITE FAISANT SUITE AUX RESOLUTIONS 1267 (1999), 1989 (2011) ET 2253 (2015) CONCERNANT L'EIL (DAECH), AL-QAIDA ET LES PERSONNES, GROUPE, ENTREPRISES ET ENTITES QUI LEUR SONT ASSOCIES.....	20
COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES.....	20
PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL.....	21
BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE	21
BLOGS DE LANGUE ANGLAISE.....	22
BLOGS DE LANGUE ESPAGNOLE	41

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ Le Centre d'études et de recherches internationales et communautaires (UMR 7318 DICE CERIC) de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, avec la collaboration de la Commission nationale française pour l'UNESCO, l'Association Internationale Droit Ethique et Science, le Centre de Droit de la Santé (UMR7268 ADES), et avec le soutien de l'École des Avocats du Sud-Est, l'École Nationale de la Magistrature et le Conseil National des Compagnies d'Experts de Justice organise la première **Académie d'été de droit international et d'éthique en sciences et technologies** sur le thème « *Les enjeux actuels de l'expertise internationale dans les domaines de la santé et de l'environnement* » du 8 au 11 juillet 2020. [Voici le programme.](#)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU DES JEUNES CHERCHEURS DE LA SFDI : APPEL A CANDIDATURES

À la rentrée universitaire prochaine, le Bureau des jeunes chercheurs de la SFDI renouvellera l'un de ses membres. Composé de trois personnes, Bureau organise et anime les activités du Réseau des Jeunes Chercheurs. L'organisation annuelle des Demi-journées et l'édition mensuelle de la Lettre d'actualité constituent ses principales activités.

Nous recherchons en priorité une personne inscrite en doctorat, pour un mandat de trois ans afin de permettre un renouvellement des membres par tiers chaque année. N'hésitez pas à prendre contact avec le Bureau à l'adresse jeunes.chercheurs@sfdi.org et envoyer votre CV.

Venez nous rejoindre !

PREMIERE DEMI-JOURNEE DU BUREAU DES JEUNES CHERCHEURS DE LA SFDI

Le Réseau des Jeunes Chercheurs de la SFDI est heureux de vous annoncer que la première de ses deux demi-journées en lien avec le colloque annuel 2020, prévue initialement pour le 23 mars à l'Université Toulouse I Capitole, se tiendra en ligne via visioconférence. Elle portera sur le thème

« L'espace extra-atmosphérique : les enjeux pour l'investissement »
Le vendredi 26 juin de 14h à 17h

Elle consistera en un débat animé par les participants à la demi-journée, à partir des interventions des jeunes chercheurs qui seront mises en ligne en format vidéo préenregistré le 23 mars sur la chaîne Canal-U de la SFDI. Les personnes intéressées sont donc invitées à visionner les interventions avant la demi-journée, afin de pouvoir suivre au mieux les débats.

[Ici](#) le lien pour plus d'informations.

Voici le programme :




Demi-journée en ligne du Réseau des Jeunes chercheurs de la SFDI –
 Université Toulouse 1 Capitole

**« L'espace extra-atmosphérique :
 les enjeux pour l'investissement »**

Vendredi 26 juin de 14h à 17h
 Inscription sur : jeunes.chercheurs@sfdi.org
 Vidéos à retrouver sur la chaîne Canal-U de la SFDI

14h Accueil et Propos introductifs

L. Rass-Masson, Professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole, et V. Ndior, Professeur à l'Université de Brest
 A. Jamet, O. Bodnarchuk et C. Paris, membres du bureau des Jeunes chercheurs de la Société française pour le droit international (SFDI)
 A-T. Norodom, Professeure à l'Université de Paris, Secrétaire générale de la Société française pour le droit international

1^{ère} table-ronde : 14h30 – 15h30

Débats autour des interventions suivantes (mises en lignes quelques jours avant la demi-journée) :

- « Les législations nationales relatives aux opérations spatiales comme concrétisation d'une politique juridique », T. Cakir, docteur en droit à l'Université Jean Moulin Lyon III/Université d'Ankara Y. Beyazit
- « Entre protection des investissements locaux et conquête de nouveaux marchés, le rôle d'une entité subétatique dans le secteur spatial : la région Occitanie au cœur de l'industrie spatiale européenne », J. Vilay, doctorant en droit à Université Toulouse 1 Capitole (IDETCOM)

2^{ème} table-ronde : 15h30 – 16h45

Débats autour des interventions suivantes (mises en ligne quelques jours avant la demi-journée) :

- « L'utilisation des satellites privés pour lutter contre la fracture numérique dans les États en développement : les enjeux pour le droit international des investissements », C. Collard, doctorante à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (IREDIES)
- « Les éboueurs de l'Espace : service public, ruée vers l'or ou les deux ? », V. Degrange, doctorant à l'Université Jean Moulin Lyon III (CDEF, IESD)
- « L'exploitation des ressources de l'espace extra-atmosphérique à des fins commerciales : une activité couverte par le droit international des investissements ? », A. Iglesias, doctorante à l'Université Paris-Est Créteil (UPHA)

16h45 Conclusions

L. Rapp, Professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole, Directeur scientifique de la Chaire SIRIUS et de l'IDETCOM







DEUXIEME DEMI-JOURNEE DU BUREAU DES JEUNES CHERCHEURS DE LA SFDI

Le Réseau des Jeunes Chercheurs de la SFDI est heureux de vous annoncer que la seconde de ses deux demi-journées en lien avec le colloque annuel 2020, prévue initialement pour le 3 avril à l'Université Paris Nanterre, se tiendra en ligne via visioconférence. Elle portera sur le thème

« L'espace extra-atmosphérique et la guerre » Le lundi 6 juillet de 14h à 16h

Elle consistera en une présentation des interventions des différents contributeurs, chacune suivie d'un débat animé par les présidents de la Demi-Journée.

[Ici](#) le lien pour plus d'informations.

APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...

- ❖ Le Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires (CERIC, Aix-Marseille Université) et l'Institut du droit économique de la mer (INDEMER, Monaco) lance un appel à communications pour un colloque organisé les **19 et 20 novembre 2020** à l'Université Aix-Marseille et qui portera sur le thème « **Conflits d'usages en mer et droit de l'Union européenne** ». Les propositions de contributions sont à envoyer avant le **1^{er} juin 2020**. [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ Dans le cadre du numéro 2020, la *revue Droits Fondamentaux* organise un appel à contributions sur le thème : « **La résilience des systèmes de protection des droits de l'Homme face à la crise du COVID-19** ». Les propositions de contributions sont à envoyer avant le 15 juillet 2020. [Voici le lien vers l'appel à contributions.](#)

JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Cour Internationale de Justice

Par [ordonnance](#) du 18 mai 2020 la Cour Internationale de Justice a reporté les délais de dépôt des mémoires et contre-mémoires, compte tenu de la situation exceptionnelle de pandémie de COVID-19 dans l'affaire **Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)**

Cour Pénale Internationale

Avec la contribution de Rosa Stella de Fazio

[Decision on request for leave to reply](#)

Le Procureur c. Bosco Ntaganda

ICC-01/04-02/06-2522 4 Mai 2020 Chambre d'appel Décision

[Confidential redacted version of 'Decision on the urgent Prosecution request seeking authorisation to apply a non-standard redaction to the material of screened individual P-0128'](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-787-Red 6 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Decision on the conduct of proceedings](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-789 6 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Décision portant désignation du juge président de la Chambre d'appel dans l'appel interjeté par Alfred Yekatom contre la décision rendue par la Chambre de première instance V intitulée « Décision relative à l'exception d'irrecevabilité soulevée par la Défense »](#)

Le Procureur c. Alfred Yekatom et Patrice-Edouard Ngaïssona

ICC-01/14-01/18-509-tFRA 8 Mai 2020 Chambre d'appel Décision

[Decision on the Presiding Judge of the Appeals Chamber in the appeal of Mr Alfred Yekatom against the decision of Trial Chamber V entitled 'Decision on the Yekatom Defence's Admissibility Challenge'](#)

Le Procureur c. Alfred Yekatom et Patrice-Edouard Ngaïssona

ICC-01/14-01/18-509 8 Mai 2020 Chambre d'appel Décision

[Order on request for reclassification](#)

Le Procureur c. Saif Al-Islam Gaddafi

ICC-01/11-01/11-697 8 Mai 2020 Chambre d'appel Décision

[Order on Mr Gbagbo's request for reclassification](#)

Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé

ICC-02/11-01/15-1343 11 Mai 2020 Chambre d'appel Décision

[Decision on the Legal Representative of Victims' request for leave to make submissions](#)

Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain
ICC-02/05-03/09-686 13 Mai 2020 Chambre de première instance IV Décision

[Public redacted version of 'Decision appointing experts on reparations'](#)

Le Procureur c. Bosco Ntaganda
ICC-01/04-02/06-2528-Red 14 Mai 2020 Chambre de première instance VI Décision

[Decision on the 'Prosecution's Request to Amend Charges pursuant to Article 61\(9\) and for Correction of the Decision on the Confirmation of Charges, and Notice of Intention to Add Additional Charges'](#)

Le Procureur c. Alfred Yekatom et Patrice-Edouard Ngaïssona
ICC-01/14-01/18-517 14 Mai 2020 Chambre préliminaire II Décision

[Corrected version of Public Redacted Version of 'Decision on the confirmation of charges against Alfred Yekatom and Patrice-Edouard Ngaïssona'](#)

Le Procureur c. Alfred Yekatom et Patrice-Edouard Ngaïssona
ICC-01/14-01/18-403-Red-Corr 14 Mai 2020 Chambre préliminaire II Décision

[Decision on request for leave to reply](#)

Le Procureur c. Bosco Ntaganda
ICC-01/04-02/06-2530 15 Mai 2020 Chambre d'appel Décision

[Public redacted version of 'Decision on the Prosecution requests concerning the variation of protective measures for screened individuals P-0105, P-0120, P-0128, P-0129, P-0140 and P-0154'](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud
ICC-01/12-01/18-684-Red2 18 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Public redacted version of 'Decision on the Prosecution's request regarding disclosure of Witness P-0114's identity'](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud
ICC-01/12-01/18-644-Red2 18 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Decision on Mr Bemba's claim for compensation and damages](#)

Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo
ICC-01/05-01/08-3694 18 Mai 2020 Chambre préliminaire II Décision

[Public redacted version of 'Decision on Prosecution request relating to protective measures for P-0543'](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud
ICC-01/12-01/18-765-Red2 18 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Public redacted version of 'Decision on a Defence motion seeking disclosure of Biographical and Security Questionnaires conducted by Prosecution investigators with \[REDACTED\]'](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud
ICC-01/12-01/18-777-Red 18 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Decision on request for extension of time limit](#)

Le Procureur c. Bosco Ntaganda

ICC-01/04-02/06-2535 19 Mai 2020 Chambre d'appel Décision

[Decision vacating the hearing before the Appeals Chamber](#)

Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé

ICC-02/11-01/15-1352 22 Mai 2020 Chambre d'appel Décision

[Order to provide a Preliminary Witness List](#)

Le Procureur c. Alfred Yekatom et Patrice-Edouard Ngaïssona

ICC-01/14-01/18-528 22 Mai 2020 Chambre de première instance V Décision

[Order requesting additional information](#)

Situation dans l'État de Palestine

ICC-01/18-134 26 Mai 2020 Chambre préliminaire I Décision

[Public redacted version of 'Decision on the Prosecution request for delayed disclosure of the identities of Witnesses P-0538, P-0542, P-0553, P-0570, P-0574, and P-0603'](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-741-Red2 27 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Public redacted version of 'Decision on the Prosecution requests concerning the variation of protective measures for non-trial witnesses P-0107, P-0121, P-0123, P-0128, P-0357 and P-0523'](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-758-Red2 27 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Public redacted version of 'Second Decision on the Prosecution request for delayed disclosure of the identities of Witnesses P-0542, P-0570, and P-0603'](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-794-Red2 27 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Decision on counsel for Mr Gbagbo's request for reconsideration of the 'Judgment on the Prosecutor's appeal against the oral decision of Trial Chamber I pursuant to article 81\(3\)I\(i\) of the Statute' and on the review of the conditions on the releas](#)

Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé

ICC-02/11-01/15-1355-Red 28 Mai 2020 Chambre d'appel Décision

[Decision on Defence request for leave to appeal the 'Decision on the conduct of proceedings'](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-831 28 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

[Version publique expurgée du Rectificatif de la Décision portant modification des charges confirmées le 30 septembre 2019 à l'encontre d'Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud, 23 avril 2020, ICC-01/12-01/18-767-Conf](#)

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-767-Corr-Red 8 Mai 2020 Chambre préliminaire I Décision

Public redacted version of 'Decision on the Defence request for interim release'

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-786-Red 29 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

Decision on the Yekatom Defence Request for Disclosure of Witness Statements in their Original Language

Le Procureur c. Alfred Yekatom et Patrice-Edouard Ngaïssona

ICC-01/14-01/18-535 29 Mai 2020 Chambre de première instance V Décision

Decision on the Defence request for extension of the time limit and page limit for the filing of pre-trial motions

Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud

ICC-01/12-01/18-833 29 Mai 2020 Chambre de première instance X Décision

Jurisprudences relatives au droit des investissements

Avec la contribution de Ruxandra Gologan,

CIRDI

Cascade Investments NV v. Republic of Turkey, [ICSID Case No. ARB/18/4](#)

- [Opinion and Order of US District Court for the District of New Jersey](#), May 18, 2020 (Disponible en Anglais)

Ortiz Construcciones y Proyectos S.A. v. People's Democratic Republic of Algeria, [ICSID Case No. ARB/17/1](#)

- [Sentence](#), 29 avril 2020 (Disponible en Français)

Gabriel Resources Ltd. And Gabriel Resources (Jersey) v. Romania, [ICSID Case No. ARB/15/31](#)

- [Procedural Order No. 31](#), May 4, 2020, (Disponible en Anglais)
- [Claimants' Response](#) to Questions Presented by the Tribunal in PO no. 27, May 11, 2020 (disponible en Anglais)

Madder Solar & Wind Cooperatief U.A. v. Kingdom of Spain, [ICSID Case No. ARB/14/1](#)

- [Procedural Order No. 3](#) (Decision on the Kingdom of Spain's Request for a Continuation of the Stay of Enforcement of the Award), May 20, 2020 (Disponible en Anglais)

Federal Elektrik Yatırım ve Ticaret A.Ş. and others v. Republic of Uzbekistan, [ICSID Case No. ARB/13/9](#)

- [Order Taking Note of the Discontinuance of the Proceeding](#), May 18, 2020 (Disponible en Anglais)

Crystallex International Corporation v. Bolivarian Republic of Venezuela, [ICSID Case No. ARB\(AF\)/11/2](#)

- [Memorandum Order of the US District Court for the District of Delaware](#), May 22, 2020 (Disponible en Anglais)

TECO Guatemala Holdings, LLC v. Republic of Guatemala, [ICSID Case No. ARB/10/23](#)

- Award of the Tribunal, May 13, 2020 (Disponible en [Anglais](#) et [Espagnol](#))

Ioan Micula, Viorel Micula, S.C. European Food S.A, S.C. Starmill S.R.L. and S.C. Multipack S.R.L. v. Romania [I], ICSID Case No. ARB/05/20

- [Judgment of US Court of Appeals for the District of Columbia Circuit](#), May 19, 2020 (Disponible en Anglais)

Tribunal International du Droit de la Mer

Avec la contribution de Charlotte Collard, doctorante à l'Université de Paris I

Par [ordonnance](#) du 19 mai 2020, le Président de la Chambre spéciale du Tribunal constituée pour connaître du **Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre Maurice et les Maldives dans l'Océan Indien (Maurice/Maldives)** a fixé au 13 octobre 2020 la date d'ouverture des audiences sur les exceptions préliminaires, initialement prévues du 24 au 27 juin 2020, en raison de la fermeture des frontières et de la restriction des voyages décidées pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

Cour Européenne des Droits de l'Homme

Avec la contribution d'Olga Bodnarchuk, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille

[M.N. et autres c. Belgique, GC, déc. du 5 mai 2020, req. n° 3599/18](#)

La Convention ne s'applique pas aux demandes de visas soumises aux consulats et ambassades

Les requérants, un couple de ressortissants syriens et leurs deux enfants, résidant à Alep, ont déposé des demandes de visa de court séjour à l'ambassade de Belgique à Beyrouth dans le but de demander par la suite l'asile en Belgique. Le visa leur a été refusé. Devant la Cour EDH les requérants allèguent la violation des articles 3, 13 et 6 § 1 de la Convention. La Cour examine avant tout si les requérants relevaient de la juridiction de la Belgique au sens de l'article 1^{er} de la Convention. Selon la Cour, même si les décisions litigieuses ont été prises par l'administration belge en Belgique, ce seul constat ne suffit pas à attirer les requérants sous la juridiction « territoriale » de la Belgique. Il importe donc de rechercher si la Belgique a exercé sa juridiction extraterritoriale à l'égard des requérants, notamment par le biais des liens entre l'État et les requérants et par l'exercice de son contrôle sur ces derniers. Concernant les liens entre la Belgique et les requérants, la Cour constate l'absence de ces derniers en l'espèce et réitère sa jurisprudence en affirmant que le seul fait d'avoir initié une procédure dans un État partie ne suffit pas pour établir la juridiction de cet État. S'agissant du contrôle exercé par la Belgique sur les requérants, la Cour distingue la présente affaire de celles d'éloignement en constatant que les requérants se trouvaient par hypothèse sur le territoire d'un autre État et ne relevaient donc aucunement de la juridiction de la Belgique. Ainsi, la Cour rejette les griefs des requérants sur le terrain des articles 3 et 13 de la Convention. En ce qui concerne l'article 6 § 1, la Cour réitère sa jurisprudence constante selon laquelle les décisions relatives à l'immigration, l'entrée, le séjour,

l'éloignement, l'obtention des visas ne relèvent pas d'un droit de caractère « civil » au sens de l'article 6 § 1. Ce dernier ne s'applique donc pas.

[Makuchyan and Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie, arrêt du 26 mai 2020, req. n° 17247/13 \(uniquement en anglais\)](#)

La responsabilité de l'Azerbaïdjan pour des faits commis par un membre de ses forces armées

M. Makuchyan et le neveu de M. Minasyan, G. M., membres des forces armées arméniennes, ont suivi un cours d'anglais à Budapest sous le parrainage de l'OTAN dispensé aux ressortissants des anciens États soviétiques dont l'Azerbaïdjan. Un membre de l'armée azerbaïdjanaise, R.S., a décapité le neveu de M. Minasyan alors que ce premier dormait dans le centre de formation et a tenté de s'introduire dans la chambre de M. Makuchyan avant d'être arrêté par la police. En 2006, R.S. a été condamné à la réclusion à perpétuité par les juridictions hongroises avec la possibilité de libération conditionnelle après trente ans. En 2012, R.S. a été transféré en Azerbaïdjan pour y purger le reste de sa peine. Cependant, à l'arrivée, R.S. s'est vu accorder une grâce présidentielle et un logement. Il a aussi obtenu une promotion professionnelle et huit ans d'arriérés de salaire. Les requérants allèguent devant la Cour EDH la violation des articles 2 et 38 de la Convention par l'Azerbaïdjan et la Hongrie et de l'article 14 combiné avec l'article 2 par l'Azerbaïdjan. En se fondant sur les normes de droit international extrêmement strictes, la Cour considère qu'un acte ne peut engager la responsabilité internationale de l'État si ce dernier se borne à l' « approuver » ou l' « entériner ». Il est donc indispensable que l'État ait « reconnu » et « adopté » un tel acte « comme étant [sien] ». Malgré le fait que R.S. a été érigé en héros en Azerbaïdjan et que certains fonctionnaires ont déclaré approuver à titre personnel son comportement, la Cour affirme que les actes commis par R.S. procédaient d'une décision personnelle et qu'il n'a pas agi sous l'ordre de ses supérieurs. Ainsi, il n'y a pas eu violation de l'article 2 sous son volet matériel par l'Azerbaïdjan. Toutefois, en soulignant l'obligation de l'Azerbaïdjan de mettre à exécution la peine infligée à R.S. et l'impunité de fait de ce dernier pour les crimes commis contre les Arméniens, la Cour conclut à la violation de l'article 2 sous son volet procédural. Dans le même sens, la Cour conclut à la violation de l'article 14 combiné avec l'article 2 car les crimes commis par R.S. s'expliquaient par les motifs raciaux et que les récompenses reçues par ce dernier en Azerbaïdjan ne reposaient sur aucune base légale, mais sur le mobil racial de ses crimes. En ce qui concerne la Hongrie, la Cour conclut à la non-violation de l'article 2 car rien ne démontre que les autorités hongroises savaient ou auraient dû savoir que R.S. serait gracié à son retour en Azerbaïdjan.

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

La présente rubrique contient les arrêts et décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme rendues sur les mois d'avril et mai 2020. Dans la mesure où la rubrique n'avait pas pu être publiée à

temps dans la précédente Lettre (n°46), la présente rubrique rend compte des arrêts et décisions des deux derniers mois.

On relèvera d'abord que les trois ordonnances des mois d'avril et mai ont été prises par la présidence de la Cour *seule*, ce qui est assez rare en temps normal. Néanmoins, le recours à ces ordonnances présidentielles s'imposait dans les circonstances de l'épidémie de COVID-19, compte tenu de l'impossibilité pour la Cour de se réunir à brève échéance.

Avril 2020

[19 commerçants \(Colombie\)](#) – demande en élargissement de mesures provisoires – adoption de mesures urgentes, ordonnance de la Présidente de la Cour, 2 avril 2020 (uniquement en espagnol) – (Extrême gravité – Urgence – Risque de dommage irréparable aux personnes – Élargissement à de nouveaux bénéficiaires de mesures provisoires déjà ordonnées précédemment)

[Ruiz Fuentes c. Guatemala](#), demande en indication de mesures provisoires – adoption de mesures urgentes, ordonnance de la Présidente de la Cour, 8 avril 2020 (uniquement en espagnol) – (Compétence *prima facie* – Extrême gravité – Urgence – Risque de dommage irréparable aux personnes – Obligation de l'État d'enquêter sur les conditions de la mort de la victime – Protection policière et judiciaire des procureurs en charge des investigations)

Mai 2020

[Vélez Loor c. Panama](#), demande en indication de mesures provisoires – adoption de mesures urgentes, ordonnance de la Présidente de la Cour, 26 mai 2020 (uniquement en espagnol) – (Compétence *prima facie* – Extrême gravité – Urgence – Risque de dommage irréparable aux personnes – Épidémie de COVID-19 – Surpopulation carcérale – Détention des migrants)

Cette ordonnance prise en urgence par la Présidente de la Cour interaméricaine mérite d'être signalée pour plusieurs raisons. En premier lieu, le contexte contentieux dans lequel s'inscrit l'ordonnance est lui-même inhabituel : le placement en détention du requérant, ressortissant équatorien en situation irrégulière au Panama et encore détenu dans cet État, avait fait l'objet d'un arrêt de la Cour interaméricaine le 23 novembre 2010 ([Vélez Loor c. Panama, Exceptions préliminaires, fond, réparations et dépens, Série C n°218](#)). La Cour avait alors établi que le placement en détention du

requérant et les conditions de sa détention emportaient violation de plusieurs droits garantis par la Convention américaine des droits de l'homme. Si l'arrêt est relativement ancien, la situation du requérant est de nouveau portée à la connaissance de la Cour puisque la procédure de supervision de l'exécution de l'arrêt par la Cour n'est pas encore achevée : en d'autres termes, la Cour considère que l'affaire n'est pas close tant que l'État panaméen n'a pas pleinement rempli les obligations que l'exécution de l'arrêt de 2010 lui impose. Dans la mesure où l'affaire peut toujours être considérée comme pendante devant elle, la Cour retient qu'elle peut ordonner des mesures urgentes, sous réserve que les conditions relatives à la compétence *prima facie* et à l'existence d'une situation d'extrême gravité et d'urgence et d'un risque de dommages irréparables soient remplies, ce qu'elle établira.

Enfin et surtout cette ordonnance permet ainsi à la Cour d'imposer au Panama pas moins de quinze mesures urgentes (!) afin de protéger contre l'épidémie de COVID-19, les droits des migrants en détention, notamment des migrantes enceintes et des enfants et les personnes détenues malgré la surpopulation carcérale. L'ordonnance dépasse donc très largement le cas du seul requérant de l'arrêt de 2010. Parmi ces nombreuses mesures ordonnées au Panama, on retiendra notamment que la Cour exige que ce dernier réduise la surpopulation carcérale autant que possible pour limiter les risques de contagion et respecter les règles de distanciation sociale dans les lieux de privation de liberté, notamment en privilégiant si possible des alternatives à l'enfermement ; qu'il établisse des protocoles et plans d'action pour empêcher et limiter les risques de contagion entre migrants, population particulièrement vulnérable ; qu'il assure aux migrants un accès gratuit et sans discrimination aux services de santé, notamment aux femmes enceintes et aux enfants ; et qu'il mette en œuvre les moyens nécessaires pour assurer que la ventilation et la désinfection des lieux d'enfermement limitent autant que faire se peut les risques de contagion.

Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise

La présente rubrique contient les arrêts et décisions de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples rendues sur les mois d'avril et mai 2020. Dans la mesure où la rubrique n'avait pas pu être publiée à temps dans la précédente Lettre (n°46), la présente rubrique rend compte des arrêts et décisions des deux derniers mois.

Il est nécessaire d'évoquer en priorité le retrait par le Bénin et la Côte d'Ivoire de leur déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour pour les requêtes introduites par des individus et des ONG, prévue à l'article 34 § 6 du Protocole d'Ouagadougou instituant la Cour africaine. Les retraits de leur déclaration d'acceptation ont été notifiés respectivement le 25 mars 2020 pour la République du Bénin et le 28 avril pour la République de Côte d'Ivoire.

Il va sans dire qu'il s'agit d'un coup brutal portée à la juridiction régionale, d'autant que ces deux retraits viennent s'ajouter à celui de la déclaration de la République unie de Tanzanie (État hôte de la Cour...) le 21 novembre 2019. Il est désormais permis de s'inquiéter pour l'avenir de la juridiction qui a vu trois États retirer leur déclaration d'acceptation en moins de six mois ! Cette vague inédite et franchement inquiétante de retraits réduit encore davantage le groupe des États africains acceptant cette compétence de la Cour, qui ne sont plus qu'au nombre de six : le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Malawi, le Mali et la Tunisie.

Cette tendance au retrait et son accélération soudaine sont très préoccupantes mais les effets juridiques du retrait restent, en tout cas dans un premier temps, limités de telle sorte que les requêtes pendantes et celles qui seront prochainement introduites n'en subiront pas les conséquences, en tout cas pas du point de vue de leur traitement par la Cour.

Comme nous l'avions déjà exposé lors du retrait de sa déclaration par la Tanzanie à l'automne 2019 ([cette Lettre, n°42](#), p. 9), la Cour avait précisé par son arrêt *Ingabire Victoire Umuhoza c. République du Rwanda* (arrêt sur la compétence, 3 juin 2016, req. n°003/2014) les conséquences qu'emportait un tel retrait pour les requêtes introduites contre l'État concerné. En résumé, le retrait par un État partie de sa déclaration faite en vertu de l'article 34 § 6 du Protocole est sans incidence sur les requêtes déjà introduites contre lui à la date de la notification du retrait, la Cour en poursuivra l'examen selon son calendrier. En ce qui concerne les effets du retrait, la Cour considère que le retrait n'est effectif qu'à compter d'un délai d'un an à partir de la notification, ce qui laisse donc possible l'introduction de nouvelles requêtes contre cet État jusqu'à l'expiration de ce délai d'un an. Les requêtes introduites entre la notification du retrait et la prise d'effet de celui-ci seront aussi traitées normalement par la Cour selon son calendrier. En revanche, la Cour ne sera plus compétente pour connaître de requêtes contre un État s'étant retiré après l'expiration de ce délai.

La Cour africaine a déjà pris le soin de confirmer sa jurisprudence de 2016 en ce qui concerne les effets du retrait lors d'affaires qu'elle a eue à connaître ces derniers mois contre des États ayant notifié le retrait de leur déclaration. La Cour a ainsi confirmé que le retrait était sans incidence sur le traitement des requêtes pendantes à la date de la notification et que le retrait n'était effectif qu'un an après sa notification (*Ghati Mwita c. République unie de Tanzanie*, 9 avril 2020, req. n°012/2019, §§4-5 ; et *Éric Houngue Noudehouenou c. République du Bénin*, 5 mai 2020, n°003/2020, §§4-5).

En dépit des effets juridiques limités dans l'immédiat, une telle tendance au retrait des déclarations d'acceptation de cette compétence de la Cour remet clairement en question la pérennité de la juridiction et de sa place dans le système africain des droits de l'homme.

Mars 2020

La Cour africaine avait interrompu le 20 mars sa 56^{ème} session ordinaire en raison de l'épidémie de COVID-19. Néanmoins, une ordonnance a été rendue le 27 mars. Dans la mesure où cette ordonnance n'avait pas été publiée à temps sur le site pour figurer parmi les actualités de la Cour africaine pour le mois de mars 2020 ([cette Lettre, n°46](#)), elle doit être mentionnée dans la présente Lettre.

[Charles Kajoloweka c. République du Malawi](#), ordonnance (mesures provisoires), 27 mars 2020, req. n°055/2019 – (Compétence *prima facie* – Extrême gravité, urgence et risque de dommage irréparable – Condamnation aux dépens devant une juridiction suprême – Suspension de l'application d'une ordonnance de condamnation aux dépens rendue par une juridiction suprême)

Avril 2020

La Cour africaine a rendu **cinq ordonnances** en avril 2020.

[Komi Koutche c. République du Bénin](#), ordonnance (mesures provisoires), 2 avril 2020, req. n°013/2020 – (Compétence *prima facie* – Extrême gravité, urgence et risque de dommage irréparable – Droit à un procès équitable – Suspension d'une procédure pénale en cours – Identité de demandes de mesures provisoires)

La Cour africaine rejette la demande de mesures provisoires tendant à ce que soit suspendue l'exécution d'une décision d'une juridiction d'exception, dans la mesure où cette demande est identique à une précédente demande de mesures provisoires que la Cour avait déjà rejetée ([Komi Koutche c. République du Bénin](#), ordonnance, 2 décembre 2019, req. n°020/2019). N'ayant constaté aucune évolution de la situation du requérant depuis sa précédente ordonnance, la Cour africaine rejette la nouvelle demande dès lors qu'elle est identique à la précédente.

[XYZ c. République du Bénin](#), ordonnance (mesures provisoires), 3 avril 2020, req. n°010/2020 – (Compétence *prima facie* – Extrême gravité, urgence et risque de dommage irréparable aux personnes – Demande de suspension de l'application d'une loi portant révision constitutionnelle – Défaut des conditions d'urgence et de risques irréparables)

À noter qu'un autre requérant (à moins qu'il ne s'agisse de la même personne ?), qui avait aussi souhaité rester anonyme – d'où la désignation sous les initiales XYZ –, avait introduit en 2019 plusieurs requêtes en indication de mesures provisoires contre le Bénin, que la Cour africaine avait toutes rejetées, considérant déjà que les conditions d'extrême gravité et/ou d'urgence n'étaient pas remplies : [XYZ c. République du Bénin](#), ordonnances, 2 décembre 2019, reqs. n°[057/2019](#), [058/2019](#) et [059/2019](#).

[Ghati Mwita c. République unie de Tanzanie](#), ordonnance (mesures provisoires), 9 avril 2020, req. n°012/2019 – (Compétence *prima facie* – Extrême gravité, urgence et risque de dommage irréparable – Peine de mort – Suspension de l'exécution de la peine de mort prononcée contre la requérante)

[Sébastien Germain Marie Aïkoue Ajavon c. République du Bénin](#), ordonnance (mesures provisoires), 17 avril 2020, req. n°062/2019 - (Compétence *prima facie* – Extrême gravité, urgence et risque de dommage irréparable – Demande à ce qu'il soit sursis à la tenue d'une élection – Demande de suspension de l'application de lois relatives au droit de grève et à la liberté journalistique, de la loi portant révision de la constitution et du code pénal)

Cette ordonnance mérite une attention particulière compte tenu de la mesure provisoire que la Cour africaine ordonne. Le requérant, un des principaux opposants au gouvernement et qui bénéficie du statut de réfugié en France, demandait notamment à ce que l'élection des conseillers municipaux et communaux, prévue pour le 17 mai 2020 au Bénin, soit suspendue, dans la mesure où il n'était pas en capacité de se présenter du fait de sa condamnation à vingt ans d'emprisonnement, condamnation qui

l'empêchait d'obtenir le « certificat de conformité » exigé par la loi béninoise pour se porter candidat à une élection. Or, comme la Cour africaine le relève, l'État défendeur s'était vu ordonner d'annuler l'arrêt de condamnation du requérant et d'en effacer tous les effets ([Sébastien Germain Ajavon c. République du Bénin](#), arrêt (fond), 29 mars 2019, req. n°013/2017 ; v. cette [Lettre, n°38](#), p. 8), ce qui emportait obligation pour lui d'effacer la mention de cette condamnation au casier judiciaire du requérant. En d'autres termes, l'obstacle posé à la délivrance du « certificat de conformité » n'était que la conséquence du défaut d'exécution par le Bénin de son obligation d'effacer les effets de l'arrêt de condamnation.

On relèvera la mesure provisoire de portée très large décidée par la Cour, qui ordonne qu'il soit sursis à la tenue de cette élection. Des mesures individuelles tendant à ce que ces obstacles administratifs et judiciaires à la candidature du seul requérant auraient pu être pertinentes, mais la Cour choisit de faire droit à la mesure de portée très large demandée par le requérant. Il n'est pas interdit de penser que la Cour africaine a voulu par cette mesure « sanctionner » le Bénin pour l'inexécution de ses précédents arrêts et ordonnances de mesures provisoires concernant ce même requérant, car une mesure d'une portée aussi large ne s'imposait pas nécessairement. Ceci est d'autant plus frappant que la Cour africaine, confrontée à un cas d'espèce très similaire quelques semaines plus tard (un requérant empêché de se présenter à la même élection du fait de la non-délivrance du « certificat de conformité » justifiée par sa condamnation pénale) avait décidé d'ordonner des mesures individuelles visant à lever les obstacles qui étaient imposés à sa candidature, mais n'avait pas ordonné une mesure générale devant suspendre la tenue même de l'élection (*Houngue Eric Noudehouenou c. République du Bénin*, ordonnance, 5 mai 2020, req. n°003/2020, v. *infra*). Il est cependant vrai que le requérant Sébastien Ajavon sollicitait explicitement qu'il soit sursis à la tenue de l'élection, alors que cette mesure n'était pas formellement demandée par le requérant Houngue Noudehouenou.

Néanmoins, quelle que soit la différence de traitement entre les deux requérants et son éventuelle explication, l'élection des conseillers municipaux et communaux a bien eu lieu au Bénin le 17 mai 2020, en dépit de l'ordonnance du 17 avril 2020, sans que le requérant n'ait pu se présenter.

[Guillaume Kigbafori Soro et autres c. République de Côte d'Ivoire](#), ordonnance (mesures provisoires), 22 avril 2020, req. n°012/2020 – (Compétence *prima facie* – Extrême gravité, urgence et risque de dommage irréparable – Droit à un procès équitable – Droit à la liberté et la sûreté – Liberté d'aller et de venir – Droit à une égale protection de la loi – Sursis à exécution de mandats de dépôt et d'arrêt).

Cette ordonnance mérite d'être soulignée pour deux raisons. D'une part, le statut des requérants est tout de même particulier puisqu'il s'agit de plusieurs parlementaires, placés en « détention préventive » en violation manifeste de leur immunité, et Guillaume Kigbafori Soro, ancien premier ministre et ancien président de l'Assemblée nationale, qui se trouve être candidat à l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire qui aura lieu à l'automne 2020. D'autre part, la Cour africaine, comprenant les lourdes conséquences qu'auront les mandats de dépôt (contre les parlementaires) et le mandat d'arrêt (contre Guillaume Soro) sur l'élection présidentielle à venir, considère que la situation est urgente et que l'existence de ces mandats constitue un risque de préjudice irréparable, et ordonne en conséquence à l'État ivoirien de surseoir à l'exécution de ces mandats en attendant sa décision au fond. Cela implique notamment la remise en liberté immédiate des parlementaires.

C'est selon toute vraisemblance cette ordonnance qui a « provoqué » le retrait de la Côte d'Ivoire de sa déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour pour les requêtes individuelles, retrait intervenu à peine une semaine plus tard, le 28 avril 2020.

Mai 2020

La Cour africaine a rendu **un arrêt et deux ordonnances** en mai 2020.

[Houngue Eric Noudehouenou c. République du Bénin](#), ordonnance portant mesures provisoires, 5 mai 2020, n°003/2020 – (Compétence *prima facie* – Extrême gravité, urgence et risque de dommage irréparable – Demande d'interprétation de l'article 13 de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance – Demande visant à ce que soient levés les obstacles administratifs, judiciaires et politiques à la présentation d'une candidature électorale – Demande visant à prendre toute mesure pour assurer la transparence d'un scrutin électoral)

[Houngue Eric Noudehouenou c. République du Bénin](#), ordonnance portant mesures provisoires, 6 mai 2020, n°004/2020 – (Compétence *prima facie* – Extrême gravité, urgence et risque de dommage irréparable – Sursis à exécution d'un arrêt de condamnation – Demande de mesure provisoire visant à ce qu'il ne soit pas porté atteinte à la liberté, la sécurité, l'intégrité physique et morale du requérant et des membres de sa famille – Droits de la défense devant la Cour – Demande de mesure provisoire visant à obtenir l'asile de la part des Membres de l'Union africaine)

[Nguza Viking \(Babu Seya\) et Johnson Nguza \(Papi Kocha\) c. République unie de Tanzanie](#), arrêt (réparations), 8 mai 2020, req. n°006/2015 – (Préjudice matériel – Perte de revenus et de projets de vie – Préjudice moral – Victimes indirectes – Réparations non pécuniaires – Garanties de non-répétition – Mesures de satisfaction – Rapport d'exécution par l'État défendeur – Dépens et frais de procédure)

Compte tenu de l'objet des ordonnances rendues ces derniers mois, il nous paraît nécessaire d'évoquer l'un des particularismes du contentieux porté devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, à savoir l'importance des affaires liées à des élections et aux mesures dirimantes prises par des gouvernements à l'encontre de membres de l'opposition. On retrouve bien sûr cette caractéristique avec les autres cours régionales mais ce contentieux a une importance quantitative et qualitative particulière dans le cadre africain de protection des droits de l'homme. Les ordonnances rendues lors des mois d'avril et mai 2020 en apportent une nouvelle fois la preuve.

La Cour a ainsi traité de questions relatives à des élections, soit de manière directe en ce qui concerne les modalités du scrutin (ex. *Houngue Eric Noudehouenou c. République du Bénin*, 5 mai 2020, n°003/2020), soit de manière indirecte lorsqu'elle a eu à se prononcer sur des demandes de mesures provisoires visant à ce que soient levées des restrictions imposées par l'État défendeur qui avaient pour effet d'empêcher les requérants de se porter candidats (ex. *Sébastien Germain Marie Aïkoué Ajavon c. République du Bénin*, 17 avril 2020, n°062/2019).

À cet égard, les nombreuses affaires relatives à la juridiction d'exception béninoise appelée Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET), établie par une loi du 2 juillet 2018, sont symptomatiques. La Cour africaine a déjà identifié de multiples violations du droit à un procès équitable à l'occasion de l'examen de la procédure suivie par cette juridiction d'exception (ex. *Sébastien Germain Ajavon c. République du Bénin*, arrêt (fond), 29 mars 2019, req. n°013/2017) et les condamnations pénales prononcées par cette juridiction font de nouveau l'objet de mesures provisoires, comme dans l'affaire *Noudehouenou* par laquelle la CADHP ordonne au Bénin de suspendre l'exécution de l'arrêt de condamnation (*Houngue Eric Noudehouenou c. République du Bénin*, 6 mai 2020, n°004/2020).

La manifestation la plus remarquable qualitativement de cette caractéristique est sans doute l'ordonnance du 17 avril 2020 par laquelle la Cour africaine ordonne au Bénin de sursoir à la tenue de l'élection des conseillers municipaux et communaux du 17 mai 2020 (*Sébastien Germain Marie Aïkoué Ajavon c. République du Bénin*, 17 avril 2020, n°062/2019). En revanche, si cette mesure provisoire est

spectaculaire par sa portée très large au niveau national, elle est malgré elle le symbole de l'impuissance de la Cour et de la défiance qu'il lui est opposée, puisque l'élection des conseillers municipaux et communaux a tout de même eu lieu le 17 mai 2020, en dépit de cette ordonnance. On peut également faire le lien avec le fait que le Bénin avait déjà notifié le retrait de sa déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour pour les requêtes introduites par des requérants individuels et des ONG, ce qui rendait l'impuissance la Cour définitivement rédhibitoire dans le contexte béninois.

ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Assemblée générale des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université de Rennes I

[A/RES/74/275](#) : Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques.

Conseil de sécurité des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université de Rennes I

Aucune résolution a été adoptée pendant le mois de mai 2020.

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés

Avec la contribution d'Eloise Petit-Prévost, doctorante à l'Université d'Angers

20 mai 2020 : Le Comité des sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida ajoute une entrée sur la liste de sanctions, [SC/14195](#).

20 mai 2020 : Exposés des Présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, [S/PV.8528](#).

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Avec la contribution d'Anaïs Auger, doctorante à l'Université d'Angers

Aucune activité à signaler pour le mois de mai 2020.

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

Multipol

- F. Vijloen, M. Nyarko, [Centre for Human Rights expresses concern about the withdrawal of direct individual access to the African Court by Benin and Côte d'Ivoire](#), 5 mai 2020.
- N. Drici, [Soudan, 2020 : année de transition, année de tous les dangers](#), 10 mai 2020.
- T. Kodjo, [A Constituição angolana de 2010 e a juridicidade do seu preâmbulo](#), 16 mai 2020.
- N. Drici, [Droits des personnes handicapées en Mauritanie : au-delà d'une marginalisation politique, juridique et sociale, des droits en demi-teinte](#), 18 mai 2020.

Le Club des Juristes

- M. Blanquet, N. De Grove-Valdeyron, [L'Union européenne, le citoyen, et le virus : occasion manquée et session de rattrapage](#), 6 mai 2020.
- F. Martucci, [La BCE et la Cour constitutionnelle allemande : comprendre l'arrêt du 5 mai de la Cour constitutionnelle allemande](#), 11 mai 2020.
- F. Martucci, [La BCE et la Cour constitutionnelle allemande : souligner les paradoxes de l'arrêt du 5 mai de la Cour constitutionnelle allemande](#), 11 mai 2020.
- J. Buhart, [Déconfinement et libre circulation des personnes dans l'UE](#), 12 mai 2020.
- S. Barbou des Places, [La libre circulation des personnes dans l'Union européenne à l'épreuve du Covid-19](#), 12 mai 2020.
- S. Barbou des Places, [Covid-19 : le renforcement des contrôles aux frontières Schengen](#), 12 mai 2020.
- V. Denoix de Saint Marc, E. Mignon, P. Sellal, [Les enjeux de la décision du tribunal constitutionnel de Karlsruhe : souveraineté, indépendance et unilatéralisme](#), 14 mai 2020.
- R. Angrisani, [Le coût de l'hésitation de l'UE à faire face au COVID-19 : la perspective italienne](#), 14 mai 2020.
- J. Fernandez, T. Fleury Graff, A. Marie, [La crise sanitaire, prétexte à une fragilisation du droit d'asile](#), 20 mai 2020.

Le droit international expliqué à Raoul

- ["Confession en aparté" avec le droit international - 3ème partie](#), 21 mai 2020.

Blogs de langue anglaise

Avec la contribution de Maria Gudzenko, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille

[Armed Groups and International Law](#)

K. Fortin, « [Ceasefire in the Time of COVID-19: An opportunity for peace?](#) », 8 mai 2020.

ICRC, « [The legal regime protecting persons living in territory under the control of non-State armed groups](#) », 19 mai 2020.

E. Pothelet, « [Life in rebel territory: is everything war?](#) », 20 mai 2020.

A. Müller, « [Developing international law in territories controlled by armed groups: upholding life-saving conditions – but what about promoting political and legal legitimacy of non-state authority?](#) », 21 mai 2020.

A. Bellal, « [From cockroaches to rosebuds: changing the international community's perception of non-State armed groups](#) », 21 mai 2020.

K. Fortin, « [Human rights derogations/ restrictions in the time of COVID-19: what is their relevance in situations where an armed group or de facto entity controls territory?](#) », 22 mai 2020.

[ASIL Insights - American Society of International Law](#)

H. De Pooter, « [The Civil Protection Mechanism of the European Union: A Solidarity Tool at Test by the COVID-19 Pandemic](#) », 1 mai 2020.

J. Huang, « [Can Trade Dispute Resolution Mechanisms Enhance State Compliance with International Health Regulations? Insights from MARPOL 73/78](#) », 4 mai 2020.

S. Droubi, « [Investment Facilitation Mechanisms and Access to Justice in Brazilian Investment Agreements](#) », 6 mai 2020.

J. Hubbard, M. Mrózek, « [New Developments in Seeking United States Discovery for Foreign Proceedings and International Arbitration](#) », 12 mai 2020.

J. Horowitz, « [Cyber Operations under International Humanitarian Law: Perspectives from the ICRC](#) », 19 mai 2020.

J. Klingler, B. Barnes, T. Sepehri Far, « [Is the U.S. in Breach of the ICJ's Provisional Measures Order in Alleged Violations of the 1955 Treaty of Amity?](#) », 26 mai 2020.

J. Zheng, « [Pandemic, Emergency Power, and Implications on the Right to Seek Asylum](#) », 28 mai 2020.

[Asser International Sports Law blog Our International Sports Law Diary](#)

T. Terraz, « [\(A\)Political Games: A Critical History of Rule 50 of the Olympic Charter](#) », 26 mai 2020.

[DCU Brexit Institute](#)

A. Sanchez Graells, « [Beyond the Pandemic: More Integrated EU-wide Public Debt Instruments?](#) », 6 mai 2020.

K. Syrett, « [The Commission Roadmap on Covid-19: is the EU Finding the Route or Continuing to Lose the Way?](#) », 7 mai 2020.

G. Grin, « [Europe at 70: New Challenges Ahead](#) », 11 mai 2020.

P. Copeland, « [A Post Covid-19 EU Needs to Rethink its Model of Economic Integration or it May Become Increasingly Unstable](#) », 13 mai 2020.

A. O'Donoghue, « [The UK's Approach to the Northern Ireland Protocol](#) », 21 mai 2020.

C. McGrattan, « [The Northern Ireland Protocol: Governing Northern Ireland after Brexit](#) », 21 mai 2020.

C. Murray, « [Front-Foot Negotiations: The UK's Proposed Implementation of the Ireland/Northern Ireland Protocol](#) », 21 mai 2020.

G. Zaccaroni, « [The Franco-German "Recovery Fund": Problems and Opportunities](#) », 22 mai 2020.

A. Smolenska, « [The Karlsruhe Judgement: More Consequences Outside the Eurozone than Inside?](#) », 26 mai 2020.

C. Rice, « [A Road to Nowhere? The UK's Approach to Implementing the NI Protocol](#) », 28 mai 2020.

[ECHR BLOG](#)

K. Istrefi, V. Tzevelekos, « [Guest Post on the European Court, Domestic Oversight of COVID-19 Emergency Measures, and Procedural Rationality](#) », 26 mai 2020.

[EJIL : Talk ! – Blog of the European Journal of International Law](#)

M. Morales Antoniazzi, S. Steininger, « [How to Protect Human Rights in Times of Corona? Lessons from the Inter-American Human Rights System](#) », 1 mai 2020.

E. Cusato, « [Beyond War Talk: Laying Bare the Structural Violence of the Pandemic](#) », 3 mai 2020.

C. Esdaile, A. Vicente, C. Sandoval, « [Discriminatory torture of an LGBTI person: landmark precedent set by the Inter-American Court \(Azul Rojas Marín and Another v. Peru\)](#) », 4 mai 2020.

B. Mayer, « [The Curious Fate of the Doha Amendment](#) », 4 mai 2020.

A. Koagne Zouapet, « [‘Victim of its commitment ... You, passerby, a tear to the proclaimed virtue’: Should the epitaph of the African Court on Human and Peoples’ Rights be prepared?](#) », 5 mai 2020.

A. Huneeus, « [Territory as a Victim of Colombia’s War](#) », 7 mai 2020.

M. Cupido, L. Yanev, « [A “Schrödinger’s Cat” Moment for Co-Perpetration Liability? The Yekatom and Ngaïssona Decision on the Confirmation of Charges](#) », 8 mai 2020.

P. Patarroyo, « [Justiciability of ‘implicit’ rights: Developments on the right to a healthy environment at the Inter-American Court of Human Rights](#) », 11 mai 2020.

V. Stoyanova, « [M.N. and Others v Belgium: no ECHR protection from refoulement by issuing visas](#) », 12 mai 2020.

P. Shokar, « [Will COVID-19 usher on another decade of austerity within the United Kingdom? What does this mean for the protection of economic, social and cultural rights \(ESCR\)?](#) », 13 mai 2020.

S. Nicolosi, « [Non-refoulement During a Health Emergency](#) », 14 mai 2020.

L. Yanev, « [The Dutch Prosecution’s Opening Statement in the MH-17 Trial: What Lies Beyond the Horizon?](#) », 15 mai 2020.

M. A. Becker, « [Do We Need an International Commission of Inquiry for COVID-19? Part I](#) », 18 mai 2020.

M. A. Becker, « [Do We Need an International Commission of Inquiry for COVID-19? Part II](#) », 18 mai 2020.

T. Davi, E. Amani, « [Another One Bites the Dust: Côte d’Ivoire to End Individual and NGO Access to the African Court](#) », 19 mai 2020.

S. De Herdt, « [A Reference to the ICJ for an Advisory Opinion over COVID-19 Pandemic](#) », 20 mai 2020.

D. Akande, D. Hollis, H. Hongju Koh, J. O’Brien, « [Oxford Statement on the International Law Protections Against Cyber Operations Targeting the Health Care Sector](#) », 21 mai 2020.

A. Dymond, N. Corney, « [COVID-19, Consent and Coercion: New United Nations Guidance on Less Lethal Weapons in Law Enforcement in the context of the coronavirus](#) », 22 mai 2020.

P. A. Villarreal, « [Pandemic Intrigue in Geneva: COVID-19 and the 73rd World Health Assembly](#) », 22 mai 2020.

D. Desierto, « [The Myth and Mayhem of 'Build Back Better': Human Rights Decision-Making and Human Dignity Imperatives in COVID-19](#) », 25 mai 2020.

M. Fermeglia, A. Mistura, « [Killing all birds with one stone: Is this the end of Intra-EU BITs \(as we know them\)](#) », 26 mai 2020.

L. Gasbarri, « [The Failure to Pursue the Mandates of International Organizations in the Midst of the COVID-19 Pandemic](#) », 27 mai 2020.

K. Khamsi, « [Emissions Trading: As COP26 is delayed by COVID-19, some thoughts on the international linking of domestic schemes](#) », 28 mai 2020.

A. Dyevre, « [How Europe's Legal Equilibrium Unravelling](#) », 28 mai 2020.

T.-L. Lee, « [Why the WHO is failing and how to fix it](#) », 29 mai 2020.

M. Milanovic, « [Cyber Attacks and Cyber \(Mis\)information Operations during a Pandemic](#) », 29 mai 2020.

EU Immigration and Asylum Law and Politics

A. Skordas, « [The Twenty-Day Greek-Turkish Border Crisis and Beyond: Geopolitics of Migration and Asylum Law \(Part I\)](#) », 5 mai 2020.

A. Skordas, « [The Twenty-Day Greek-Turkish Border Crisis and Beyond: Geopolitics of Migration and Asylum Law \(Part II\)](#) », 8 mai 2020.

A. De Leo, J. Ruiz Ramos, « [Comparing the Inter-American Court opinion on diplomatic asylum applications with M.N. and Others v. Belgium before the ECtHR](#) », 13 mai 2020.

T. Gammeltoft-Hansen, N. F. Tan, « [Adjudicating old questions in refugee law: MN and Others v Belgium and the limits of extraterritorial refoulement](#) », 26 mai 2020.

EU Law Analysis

T. Hervey, N. Miernik, J. C. Murphy, « [How is Part Two of the Withdrawal Agreement \(citizens' rights\) enforceable in the courts?](#) », 28 mai 2020.

EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law

E. Mendos Kuskonmaz, E. Guild, « [Covid-19: A New Struggle over Privacy, Data Protection and Human Rights?](#) », 4 mai 2020.

D. Kyriazis, « [The PSPP judgment of the German Constitutional Court: An Abrupt Pause to an Intricate Judicial Tango](#) », 6 mai 2020.

J. Espina, « [The European Investigation Order and the hearing of witnesses and experts by telephone conference](#) », 18 mai 2020.

G. Davies, « [The German Constitutional Court Decides Price Stability May Not Be Worth Its Price](#) », 21 mai 2020.

S. Rossello, P. Dewitte, « [Anonymization by decentralization? The case of COVID-19 contact tracing apps](#) », 25 mai 2020.

E. Cerrato, F. Agostini, N. Jaberg, « [Why the PSPP judgment of the German Federal Constitutional Court gives the ECB another incentive to integrate climate change considerations into monetary policy](#) », 27 mai 2020.

F. van Vlokhoven, « [Diverging Member State Approaches to the Illegal Use of Force: The Need for EU Cohesion](#) », 29 mai 2020.

Herbert Smith Freehills – Public international law blog

A. Cannon, I. Maxwell, O. Dementyeva, « [UK Supreme Court Lifts Stay Of Enforcement Of ICSID Award Against Romania](#) », 6 mai 2020.

A. Cannon, J. Savile-Tucker, « [English High Court Injuncts Party From Providing Funding For ICSID Arbitration](#) », 7 mai 2020.

C. Leathley, A. Bouchenaki, C. Eaton, « [ICSID And UNCITRAL Release Draft Code Of Conduct For ISDS Adjudicators](#) », 11 mai 2020.

P. Godwin, D. Chua, « [Malaysian High Court Grants First Anti-Arbitration Injunction On The Grounds Of Sovereign Immunity](#) », 20 mai 2020.

A. Cannon, C. Leathley, E. White, O. Dementyeva, « [23 EU Member States Sign An Agreement For The Termination Of Intra-EU BITS; European Commission Initiates Infringement Action Against Non-Signatories UK And Finland](#) », 21 mai 2020.

Humanitarian Law & Policy

M. Marelli, A. Perrig, « [Hacking humanitarians: mapping the cyber environment and threat landscape](#) », 7 mai 2020.

B. Staehelin, C. Aptel, « [COVID-19 and contact tracing: a call for digital diligence](#) », 13 mai 2020.

R. Gorgeu, « [The world tomorrow: COVID-19 and the new humanitarian](#) », 20 mai 2020.

S. Sathyanarayanan Venkatesh, « [Reflecting on our inner child through the lens of children affected by war](#) », 28 mai 2020.

International Law Blog

P. Caroli, « [The International Criminal Court Appeals Chamber on Afghanistan and the role of the 'interests of justice' criterion](#) », 4 mai 2020.

V. Mazzuoli, « [State Responsibility and COVID-19: Bringing China to the International Court of Justice?](#) », 15 mai 2020.

Z. Al Atiyah, « [A Crisis of Compliance Regime in the World Health Organisation?](#) », 21 mai 2020.

A. Alexander, A. Mishra, « [Balancing Responsibility and Immunity of the World Health Organisation in times of COVID-19](#) », 26 mai 2020.

International Law Observer

M. Andra, « [The ICC at a crossroads – Examining the decision to authorise the Afghan investigation](#) », 16 mai 2020.

IntLawGrrls

A. Cain, « [Europe's Failure to Uphold Refugee Rights During COVID-19](#) », 10 mai 2020.

M. Greco, « [How the 2020 Guinean Elections Might Impact Justice for the 28 September 2009 Massacre. \(Part 1\)](#) », 13 mai 2020.

M. Greco, « [How the 2020 Guinean Elections Might Impact Justice for the 28 September 2009 Massacre. \(Part 2\)](#) », 14 mai 2020.

R. Raman, « [What is next for Félicien Kabuga? Socratic connivance and rupture in international criminal trials](#) », 21 mai 2020.

B. S. Lyons, « [The Travesty of Justice Continues....The Forgotten ICTR Acquitted in Arusha](#) », 28 mai 2020.

JURIST

D. Pokhriyal, A. Agrawal, « [Decongesting Prisons and the Violation of Human Rights](#) », 9 mai 2020.

A. Kumar, « [Covid-19: China's Responsibility and Possible Legal Actions](#) », 10 mai 2020.

S. Driscoll, « [Effects of Coronavirus on Undocumented Immigrants](#) », 12 mai 2020.

C. I. M. Lugosi, « [Flying Blind: Do Public Officials Risk Criminal Liability by Reopening the Country Without Conducting Necessary COVID-19 Testing?](#) », 14 mai 2020.

A. Singh, « [An International Humanitarian Law Perspective on Cyber Attacks Against Nuclear Facilities](#) », 16 mai 2020.

S. Kakkar, « [Global Court Functioning and the Impact of COVID-19 on Arbitration](#) », 17 mai 2020.

I. Khan, « [COVID-19 Exemptions for Sellers/Exporters under the UN Convention on Contracts for the International Sale of Goods \(CISG\)](#) », 17 mai 2020.

P. Agarwal, Y. Sharma, « [Will Myanmar Comply with Provisional Measures in Gambia v. Myanmar?](#) », 19 mai 2020.

S. Pratap Singh, « [Ex Post Facto Environmental Clearance is Against the Fundamental Principles of Environmental Jurisprudence](#) », 20 mai 2020.

B. G. Davis, « [How COVID-19 Human Endangerment Might Be Approached as a Domestic Crime or an International Crime Against Humanity](#) », 20 mai 2020.

P. Raghuvanshi, « [The Persecution of the Uighur Minority Amidst COVID-19](#) », 21 mai 2020.

A. Poorhashemi, « [Can China Be Sued under International Law for COVID-19?](#) », 21 mai 2020.

A. Kumar, R. Prakash, « [COVID-19 and the Impending Need for Global Health Governance](#) », 25 mai 2020.

N. Iqbal, S. Mehar Ejaz, « [Upsurge of Environmental Hazards and the Need for Global Recognition of the Right to a Healthy Environment](#) », 25 mai 2020.

F. Khan, S. Mishra, « [Collective Failure in Protecting the Fundamental Rights of Migrant Laborers](#) », 25 mai 2020.

P. Ranka, « [The Disproportionate Measures Undertaken to Protect Refugees in COVID-19](#) », 26 mai 2020.

D. M. Crane, « [Human Rights Matter Too In Reestablishing Society Under the Rule of Law](#) », 28 mai 2020.

B. H. Malkawi, « [MPIA and Use of Arbitration: Bypassing the WTO Appellate Body](#) », 28 mai 2020.

Just Security

R. Phillips, « [Turkey Opened the Door to the European Court of Human Rights for Syrian Victims](#) », 20 mai 2020.

D. Kaye, « [A Conversation With U.N. Special Rapporteur David Kaye: COVID-19 and Freedom of Expression](#) », 21 mai 2020.

L. Reinsberg, « [Mapping the Proliferation of Human Rights Bodies' Guidance on COVID-19 Mitigation](#) », 22 mai 2020.

J. Galbraith, « [The US Cannot Withdraw from the WHO Without First Paying Its Dues](#) », 26 mai 2020.

B. Benowitz, A. Ceccanese, « [How the U.N. Can Help Prevent the Spread of Proxy Conflicts](#) », 27 mai 2020.

Kluwer Arbitration Blog

Y. Dautaj, R. Sahlin Karlsson, « [Turkey and Libya: Full Protection and Security or \(Gunboat\) Diplomacy?](#) », 1 mai 2020.

P. Bříza, « [Czech Supreme Court in Line with Prevailing International Practice: Arbitration Clause Contained in an Exchange of Simple Emails Found Valid](#) », 2 mai 2020.

C. Giorgetti, « [ICSID and UNCITRAL Publish the Anticipated Draft of the Code of Conduct for Adjudicators in Investor-State Dispute Settlement](#) », 2 mai 2020.

M. Wietzorek, C. Peter, « [New York Convention Now in Force in the Republic of Seychelles](#) », 3 mai 2020.

R. T. Boza, « [Protectionist Amendments to Peru's Arbitration Law Disguised as Transparency](#) », 4 mai 2020.

S. Musa, « [The Hague Rules on Business and Human Rights Arbitration: Noteworthy or Not Worthy for Victims of Human Rights Violations?](#) », 5 mai 2020.

M. Maravela, « [Hold on to Your Seats, Again! Another Step to Validation in Enka v Chubb Russia?](#) », 5 mai 2020.

L. Chung, G. García-Perrote, B. Hord, « [Preliminary Discovery in International Arbitration: An Australian Perspective](#) », 6 mai 2020.

R. Joshi, « [The Threshold for Challenges in ICSID Arbitration: Interpreting the 'Manifest Lack' Standard](#) », 7 mai 2020.

A. Okubote, M. S. Abdel Wahab, « [Africa Arbitration Academy Takes Over the Baton on Thought Leadership...Launches Virtual Hearing Protocol in Africa, for Africa](#) », 7 mai 2020.

J. S. Arias, L. Lamo, « [Evidence of Odebrecht's Corruption and Third-Party Rights: Arbitration Highlights of the Ruta del Sol Award](#) », 8 mai 2020.

A. Cottin, F. Renaux, « [Exclusive Application of UNIDROIT Principles to Cure the Parties' Disagreement on the Lex Contractus: a View from France](#) », 9 mai 2020.

C. de Faro Nunes, « [IP Arbitration in Brazil: What is the Current Scenario?](#) », 10 mai 2020.

Y. Kryvoi, « [Corporate Restructuring in Investor-State Disputes: Can We Predict Tribunals' Decisions?](#) », 11 mai 2020.

M. J. Bond, « [Belt and Road and the International Financial Architecture](#) », 12 mai 2020.

A. Anchayil, A. Kumar, « [Choice of Seat or Venue: Supreme Court of India Dithers](#) », 13 mai 2020.

L. Halonen, « [Termination of Intra-EU BITs: Commission and Most Member States Testing the Principle of Good Faith under International Law](#) », 13 mai 2020.

S. Singh Jaswant, « [Arbitration in the WTO: Changing Regimes Under the New Multi-party Interim Appeal Arbitration Arrangement](#) », 14 mai 2020.

M. König, « [No Deliberations, No Enforcement in Austria: Different Reasoning by the Supreme Court, Same Result?](#) », 14 mai 2020.

D. Ruggero Di Bella, « [Norway just like Turkey? ICSID Arbitration/s against Norway over Svalbard's Natural Resources: A Wider Picture](#) », 15 mai 2020.

F. Adekoya, « [Global Gas and Refinery Limited and Shell Petroleum Development Company: Is Nigeria Pro or Anti-Arbitration? The Lagos High Court Says That When Challenged, an Arbitrator Should Just Resign](#) », 16 mai 2020.

- V. Hristova, M. Robach, « [Legal and Practical Aspects of Virtual Hearings During \(and After?\) the Pandemic: Takeaway From the SCC Online Seminar Series](#) », 16 mai 2020.
- A. Anchayil, T. Goswami, « [Anti-arbitration Injunctions: Delhi High Court Says Nay](#) », 17 mai 2020.
- A. Larrea, « [Enforcing International Arbitral Awards in Ecuador After Recent Legal Reforms: Is This the End of the Exequatur Process?](#) », 17 mai 2020.
- M. R. P. Paulsson, « [The 2019 Dutch Model BIT: Its Remarkable Traits and the Impact on FDI](#) », 18 mai 2020.
- C. Mulcahy, « [A Right of Appeal in International Arbitration: Second Bite of the Cherry: Sweet or Sour? BCLP international arbitration survey 2020](#) », 19 mai 2020.
- C. Gramlich, « [Contradicting Party-appointed Experts: German Perspective on the Obligation of Arbitral Tribunals to Appoint a Neutral Expert](#) », 19 mai 2020.
- A. Oulepo, « [Cote-d'Ivoire Investment Code Amendments: Regaining Control over Investment Dispute Settlement](#) », 20 mai 2020.
- F. Volio, « [Disclosing the Elephant in the Case File? Costa Rican Court Sets Aside Award](#) », 21 mai 2020.
- N. Lavranos, « [The CJEU – German Constitutional Court Debate and Impact on Achmea and the Termination Agreement](#) », 21 mai 2020.
- M. Beham, M. Hofer, « [Immunities: A Forgotten Variable in intra-EU Investment Claims?](#) », 22 mai 2020.
- A. Galindo, « [Arbitration Unplugged Series – Virtual hearing: Present or Future?](#) », 23 mai 2020.
- A. Musella, « [Recognition of Annulled Awards in France: Where Does the Limit Lie?](#) », 23 mai 2020.
- N. Masumy, S. R. El Azouzi, « [The Arbitrability of Secondary Sanctions: A System with a Coherent Standard of Review](#) », 24 mai 2020.
- S. Jhangiani, K. Au, « [Arbitration Clauses, Insolvency Proceedings, and a Lack of Consistency Across the Common Law](#) », 24 mai 2020.
- M. Betts, E. Kasiora, « [Securing Witness Evidence: English Courts to the Rescue of Foreign Arbitrations](#) », 25 mai 2020.
- M. Scherer, « [Remote Hearings in International Arbitration – and What Voltaire Has to Do with It ?](#) », 26 mai 2020.
- S.-W. Lee, « [Enforcing Intra-EU Dispute Awards in the United States after Achmea](#) », 26 mai 2020.
- L. Capiel, A. Larrazabal, « [Is Arbitration In Venezuela In Danger?](#) », 27 mai 2020.

A. Maxwell, « [Eating Your Cake and Having It Too: The Equitable Doctrine of Approbation and Reprobation in MPB v LGK](#) », 27 mai 2020.

J. Huang, « [The Primacy of the Court's Supervisory Powers Under Sections 67 and 68 of the Arbitration Act 1996 in Minister of Finance \(Incorporated\) & Or v International Petroleum Investment Company & Or](#) », 28 mai 2020.

P. Guilhardi, A. Bueno Dantas, « [Brazilian Federal Court of Appeals Prevents Federal Revenue's Office from Accessing Data of Arbitration Proceedings](#) », 29 mai 2020.

G. Martsekis, « [Everyone Should Do His Own or Everyone Should Have His Own? An Analysis on the Requirements of Conferral of the Arbitral Tribunal's Jurisdiction](#) », 30 mai 2020.

A. Rajagopalan, « [Denunciation of ICSID Convention: Re-Visiting Mr. Söderlund's Separate Opinion](#) », 31 mai 2020.

LAWFARE

R. Wolfe, H. Matfess, « [COVID and Cooperation: The Latest Canary in the Coal Mine](#) », 3 mai 2020.

S. Alkoutami, F. Wehrey, « [China's Balancing Act in Libya](#) », 10 mai 2020.

A. Mines, A. Jadoon, « [Can the Islamic State's Afghan Province Survive Its Leadership Losses?](#) », 17 mai 2020.

A. George, « [China's Failed Pandemic Response in Africa](#) », 24 mai 2020.

J. M. Blazakis, « [Using a Terrorism List to Squeeze Cuba and Venezuela](#) », 31 mai 2020.

Leiden Law Blog

A. Normandin, « [Ensuring the right to education in times of COVID-19](#) », 1 mai 2020.

M. Leiser, « [Giving Privacy a Bad Name](#) », 8 mai 2020.

A. van Zuylen, « [Rule of law conditionality in EU spending: Time to pull the plug on illiberalism](#) », 13 mai 2020.

N. de Arriba-Sellier, « [Is monetary policy too important to be left to judges?](#) », 18 mai 2020.

C. Burton, « [COVID-19: Prisons as Public Health Risks](#) », 28 mai 2020.

G.-J. Boon, « [WHOIA on its way](#) », 29 mai 2020.

[Library blog - Peace Palace Library](#)

E. van Trigt, « [Could China be Taken to ICJ over COVID-19 Pandemic?](#) », 12 mai 2020.

J. Hoeksma, « [The case BVerfG v EUCoJ](#) », 26 mai 2020.

[North Carolina Journal of International Law and Commercial Regulation – Blog](#)

A. Fleites, « [“Chronic Anti-Russian Hysteria” or Affirmed Non-Compliance? Russian Anti-Doping Agency’s Appeal of Four-Year Competition Ban](#) », 5 mai 2020.

J. Gerber, « [The ICC Prosecutor: “Freed” to “Serve the Interests of Justice” in the Situation in Afghanistan](#) », 8 mai 2020.

C. Lane, « [Asylum and COVID-19](#) », 8 mai 2020.

D. Magruder, « [Englexit? Probably Not: The Prominence of English in EU Business After Brexit](#) », 8 mai 2020.

A. Mull, « [Drone Swarms: The Rise of Killer Robots and the Need for International Regulation](#) », 8 mai 2020.

C. Rodney, « [Restorative Justice & COVID-19](#) », 8 mai 2020.

S. White, « [High Court in Pakistan Validates Child Marriage](#) », 8 mai 2020.

C. Zeman, « [Why Japan and South Korea are Fighting over “Rocks” in the Sea of Japan](#) », 8 mai 2020.

[Opinio Juris](#)

E. Massingham, S. McKenzie, R. Liivoja, « [AI and Machine Learning Symposium: Command in the Age of Autonomy—Unanswered Questions for Military Operations](#) », 1 mai 2020.

J. Trahan, « [Reject the Dictator’s Playbook: The Importance of Civil Society and States Supporting the ICC Against Threats by the U.S.](#) », 1 mai 2020.

F. Neiburg, « [The Brazilian Army in Haiti – Foreign Intervention and Domestic Politics](#) », 1 mai 2020.

R. Arredondo, « [Mercosur: A New Victim of the Coronavirus?](#) », 2 mai 2020.

M. Helal, « [So Close, Yet So Far: An Account of the Negotiations on the Grand Ethiopian Renaissance Dam \(Part I\)](#) », 4 mai 2020.

M. Helal, « [So Close, Yet So Far: An Account of the Negotiations on the Grand Ethiopian Renaissance Dam \(Part II\)](#) », 4 mai 2020.

M. Helal, « [So Close, Yet So Far: An Account of the Negotiations on the Grand Ethiopian Renaissance Dam \(Part III\)](#) », 4 mai 2020.

K. Vigneswaran, « [A Radical Shift in Libyan and International Priorities is Necessary to Protect Health and Save Lives in Libya](#) », 5 mai 2020.

U. Aysev, « [The Judicial Economy Paradox: The Prosecutor's Reliance on Article 19\(3\) of the Rome Statute](#) », 5 mai 2020.

N. Hadjigeorgiou, « [Some Thoughts on Baraliija v. Bosnia and Herzegovina: An Expected Legal Development or a Hail Mary?](#) », 6 mai 2020.

M. Holvoet, « [Australia's Offshore Immigration Detention Policy: The Prototype of Passively Encouraged Crimes Against Humanity](#) », 6 mai 2020.

O. Windridge, « [Under Attack? Under the Radar? Under-Appreciated? All of the Above? A Time of Reckoning for the African Court on Human and Peoples' Rights](#) », 7 mai 2020.

S. Dutta, « [Will 'Investor-State Arbitration' Survive the COVID-19 Crisis?](#) », 7 mai 2020.

P. Pillai, « [In-House 'Lawyering' in International Organizations: The Case of Haiti](#) », 8 mai 2020.

C. Borgen, « [The Artemis Accords: One Small Step for Space Law?](#) », 8 mai 2020.

J. Turner, « [Jurisdiction in Palestine: What the ICC Prosecutor Did Not Say in Her Response ...](#) », 9 mai 2020.

P. Busco, « [Another Perspective on Search & Rescue in the Mediterranean Sea](#) », 11 mai 2020.

D. Kurolova, D. Sivaprakasam, « [The Right to Social Security: Navigating the Narrow Passage Between Virus Suppression and Economy Resuscitation](#) », 12 mai 2020.

A. Gurmendi, « [Thinking About Use of Force in the Aftermath of "Operation Gideon"](#) », 12 mai 2020.

N. Salem, « [Proportionality of State Emergency Health Measures amid COVID-19](#) », 13 mai 2020.

J. Lhotsky, « [Human Rights Treaty Body Review 2020 – Introducing the Integrated Treaty Body System as a More Ambitious Alternative](#) », 15 mai 2020.

J. Heieck, « [Trump's Coronavirus Response: Genocide By Default?](#) », 15 mai 2020.

J. Trahan, M. Fairlie, « [At Best, Some U.S. House and Senate Members Lack Even an Elementary Understanding of the International Criminal Court](#) », 18 mai 2020.

N. de Silva, M. Plagis, « [A Court in Crisis: African States' Increasing Resistance to Africa's Human Rights Court](#) », 19 mai 2020.

M. Abdallah, V. Todeschini, « [The Right to Health in the Occupied Palestinian Territory during the COVID-19 Pandemic](#) », 19 mai 2020.

M. Jarrett, « [The Only Thing We Have to Fear About Judicial Expropriation is the Fear of It](#) », 20 mai 2020.

N. Palmer, « [Who Should Try Félicien Kabuga?](#) », 20 mai 2020.

D. Ruggero Di Bella, « [Re-discovering the Origins of Bilateral Investment Treaties](#) », 20 mai 2020.

N. Berman, « [Annexation in the Shadow of the Law-Part I](#) », 21 mai 2020.

N. Berman, « [Annexation in the Shadow of the Law-Part II](#) », 21 mai 2020.

D. Akande, D. B. Hollis, H. Hongju Koh, J. C. O'Brien, « [Oxford Statement on the International Law Protections Against Cyber Operations Targeting the Health Care Sector](#) », 21 mai 2020.

A. Schueller, « [Tools to Violate International Law: Armed Drones in Germany and the Government's Legal Position](#) », 22 mai 2020.

F. Wynter, « [US Sanctions in Venezuela: Economic Crimes Against Humanity?](#) », 23 mai 2020.

A. Mavedzenge, « [A Breath of Fresh Air as the Supreme Court of Malawi Breaks Rank with Its Own Precedent and Peers in Southern Africa: Part 1](#) », 25 mai 2020.

A. Mavedzenge, « [A Breath of Fresh Air as the Supreme Court of Malawi Breaks Rank with Its Own Precedent and Peers in Southern Africa: Part 2](#) », 25 mai 2020.

A. Mudukuti, « [Female Genital Mutilation -The Road To Eradication](#) », 25 mai 2020.

J. Dorsey, « [Symposium on Kamari Clarke's Affective Justice](#) », 25 mai 2020.

K. Clarke, « [Affective Justice Symposium: Affective Justice Under Scrutiny-Introduction to the Forum](#) », 25 mai 2020.

S. Nouwen, « [Affective Justice Symposium: International Justice in Africa-Not All That Simple](#) », 25 mai 2020.

K. Lemons, « [Affective Justice Symposium: Politics and Law in Kamari Clarke's Affective Justice](#) », 26 mai 2020.

M. Goodale, « [Affective Justice Symposium: "Recontextualizing Justice through Affect, History, and Biopolitics"](#) », 26 mai 2020.

N. Mookherjee, « [Affective Justice Symposium: Law's Emotional \(Im\)possibilities](#) », 26 mai 2020.

D. Tladi, « [Affective Justice Symposium: Affected Justice—Using Criminal Justice as a Political Tool](#) », 27 mai 2020.

E. Bikundo, « [Affective Justice Symposium: Reflecting on Affective Justice](#) », 27 mai 2020.

B. Leebaw, « [Affective Justice Symposium: Reviewing Affective Justice](#) », 27 mai 2020.

R. Ashby Wilson, « [Affective Justice Symposium: Commentary on Kamari Clarke's Affective Justice](#) », 28 mai 2020.

C. Gevers, « [Affective Justice Symposium: Catching 'Justice Feelings'—Affective Justice by Kamari M. Clarke](#) », 28 mai 2020.

O. Zenker, « [Affective Justice Symposium: Sentiments of Justice, Legalism and Affective Meta-Justice at the Dawn of Postliberalism](#) », 29 mai 2020.

S. Kendall, « [Affective Justice Symposium: Other Geographies, Other Pushbacks—Affective Justice as a Diagnosis for International Criminal Law](#) », 29 mai 2020.

K. Clarke, « [Affective Justice Symposium: An Anthropology of International Criminal Justice Across Multiple Scales—A Response to Commentaries](#) », 29 mai 2020.

N. Carrillo-Santarelli, « [IACHR Decision in Vélez Loor v. Panama: COVID-19 and Human Rights in the Courts](#) », 30 mai 2020.

S. B. Traoré, « [Every Cloud Has a Silver Lining: COVID-19 as a Catalyst for Human Rights in Business](#) », 31 mai 2020.

[QIL: Questions of International Law, Questions de Droit International, Questioni di Diritto Internazionale](#)

L. Marotti, G. Adinolfi, « [WTO security exceptions: A landmark Panel report in times of crisis](#) », 12 mai 2020.

V. Lapa, « [The WTO Panel Report in Russia – Traffic in Transit: Cutting the Gordian Knot of the GATT Security Exception?](#) », 12 mai 2020.

L. Magi, « [The effect of the WTO dispute settlement crisis on the development of case law on national security exceptions: A critical scenario](#) », 12 mai 2020.

[RefLAW - a project of the University of Michigan Law School](#)

M. Sharpe, « [The Free Movement of Persons within the African Union and Refugee Protection](#) », 25 mai 2020.

[RLI Blog on Refugee Law and Forced Migration](#)

A. Kelerstein, « [COVID-19 and the Transmission of Vulnerability](#) », 1 mai 2020.

D. Tan, M. Yankittikul, « [A Looming Catastrophe: COVID-19, Urban Refugees, and the Right to Health in Thailand](#) », 11 mai 2020.

J. Shrivastava, « [The Distinction Between Asylum Seekers and Economic Migrants: An Analysis of State Practice](#) », 14 mai 2020.

E. Guild, « [EU Fundamental Rights, Human Rights and Free Movement in times of Covid19](#) », 21 mai 2020.

A. Al-Mahaidi, « [Syrian refugees in Jordan: How a focus on human rights can help secure economic livelihoods](#) », 28 mai 2020.

[Strasbourg Observers](#)

I. Siatitsa, I. Kouvakas, « [Indiscriminate Covid-19 location tracking \(Part I\): Necessary in a democratic society?](#) », 4 mai 2020.

I. Siatitsa, I. Kouvakas, « [Indiscriminate Covid-19 location tracking \(Part II\): Can pandemic-related derogations be an opportunity to circumvent Strasbourg's scrutiny?](#) », 5 mai 2020.

F. L. Gatta, « [‘Tell me your story, but hurry up because I have to expel you’ – Asady and Others v. Slovakia: how to \(quickly\) conduct individual interviews and \(not\) apply the ND & NT “own culpable conduct” test to collective expulsions](#) », 6 mai 2020.

M. Baumgärtel, « [Reaching the dead-end: M.N. and others and the question of humanitarian visas](#) », 7 mai 2020.

V. P. Tzevelekos, « [Herd Immunity and Lockdown: The Legitimacy of National Policies Against the Pandemic and Judicial Self-Restraint by the ECtHR](#) », 11 mai 2020.

N. de Puy Kamp, « [ATV ZRT v. Hungary: a missed opportunity to address Hungary's oppressive Media Act](#) », 15 mai 2020.

M. De Rue, « [Access to healthcare and social distance during COVID pandemic cannot stop at the prison gate](#) », 18 mai 2020.

J. Toplak, « [The ECHR and the right to have a criminal record and a drink-drive history erased](#) », 20 mai 2020.

K. Luhamaa, J. Krutzinna, « [Pedersen et al v. Norway: Progress towards child-centrism at the European Court of Human Rights?](#) », 28 mai 2020.

[Verfassungsblog](#)

V. Z. Kazai, « [Economic Interests and the Rule of Law Crisis in the EU](#) », 2 mai 2020.

M. Poiares Maduro, « [Some Preliminary Remarks on the PSPP Decision of the German Constitutional Court](#) », 6 mai 2020.

A.-N. Reyhani, « [Expelled from Humanity. Reflections on M.N. and Others v. Belgium](#) », 6 mai 2020.

M. Avbelj, « [The Right Question about the FCC Ultra Vires Decision](#) », 6 mai 2020.

M. Wilkinson, « [Fight, flight or fudge? First reflections on the PSPP judgement of the German Constitutional Court](#) », 6 mai 2020.

T. Marzal, « [Is the BVerfG PSPP decision "simply not comprehensible"? A critique of the judgment's reasoning on proportionality](#) », 9 mai 2020.

K. Alter, « [Is it a Dance or is it Chicken? The German Constitutional Court's European Central Bank Ruling](#) », 13 mai 2020.

F. Fabbrini, « [Suing the BVerfG](#) », 13 mai 2020.

M. Dani, J. Mendes, A. J. Menendez, M. Wilkinson, H. Schepel, E. Chiti, « [At the End of the Law. A Moment of Truth for the Eurozone and the EU](#) », 15 mai 2020.

M. van den Brink, « [Is Egenberger next?](#) », 15 mai 2020.

F. Strumia, « [When Managed Recognition Turns into Outright Denial. Where to for EU inter-court relations after the BVerfG PSPP judgment?](#) », 18 mai 2020.

P. Eleftheriadis, « [Germany's Failing Court](#) », 18 mai 2020.

A. Guazzarotti, « [Very Unkind Things about the German Constitutional Court's Rebellion against the ECJ in the Quantitative Easing Case](#) », 18 mai 2020.

H. M. Heinig, « [Why Egenberger Could Be Next](#) », 19 mai 2020.

U. Sadl, « [When is a Court a Court?](#) », 20 mai 2020.

S. Braum, « [From Dialogue to Trialogue. Easing the tension between Luxembourg and Karlsruhe](#) », 20 mai 2020.

F. Bignami, « [Law or Politics? The BVerfG's PSPP Judgment](#) », 21 mai 2020.

O. Garner, « [Squaring the PSPP Circle. How a 'declaration of incompatibility' can reconcile the supremacy of EU law with respect for national constitutional identity](#) », 22 mai 2020.

A. Jakab, P. Sonnevend, « [The Bundesbank is under a legal obligation to ignore the PSPP Judgment of the Bundes-verfassungs-gericht](#) », 25 mai 2020.

A. Alemanno, « [The European Court of Justice Enters a New Era of Scrutiny](#) », 26 mai 2020.

L. Tonti, « [COVID-19: Walking the Tightrope of Vaccination Obligations. State compelled vaccinations in the U.S. and Germany](#) », 26 mai 2020.

R. D. Kelemen, P. Eeckhout, F. Fabbrini, L. Pech, R. Uitz, « [National Courts Cannot Override CJEU Judgments. A Joint Statement in Defense of the EU Legal Order](#) », 26 mai 2020.

E. Venizelos, « [Passive and Unequal: The Karlsruhe Vision for the Eurozone](#) », 27 mai 2020.

M. Baranski, F. Brito Bastos, M. van den Brink, « [Unquestioned supremacy still begs the question](#) », 29 mai 2020.

L. Pech, « [The Schrödinger's Advocate General](#) », 29 mai 2020.

F. Costamagna, M. Goldmann, « [Constitutional Innovation, Democratic Stagnation? The EU Recovery Plan](#) », 30 mai 2020.

[Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen](#)

M. Rouleau-Dick, V. Engström, « [The state is dead – long live the state! Statehood in an age of catastrophe](#) », 1 mai 2020.

L.-A. Duvic-Paoli, « [Democratising international climate law. Reflections on a global citizens' climate assembly](#) », 4 mai 2020.

J. Poon, « [Displacement in connection with climate change: does transitional justice offer a lens for durable solutions?](#) », 5 mai 2020.

M. Watanabe, « [Access to justice and climate-related disasters: Do we need “disaster justice”?](#) », 7 mai 2020.

L. Cahier, « [Securing pathways to environmental justice for indigenous women. Multilateral Development Banks and environmental violence in the Americas](#) », 11 mai 2020.

L. Reider, « [Art. XX GATT 1994 – Climate change and disadvantaged nations](#) », 12 mai 2020.

J. Tropper, « [The treaty to end all investment treaties. The Termination Agreement of intra-EU BITs and its effect on sunset clauses](#) », 12 mai 2020.

S. Simanovski, « [Could “Net”-Zero Emissions prove to be a fatal blow for climate justice?](#) », 13 mai 2020.

E. van der Zee, « [How behavioural law can promote sustainable development. An overview of the potential and challenges](#) », 14 mai 2020.

V. Rafaly, « [La solidarité dans le droit international: entre mythe et réalité](#) », 15 mai 2020.

J. S. Richter, « [The role of soft law in the prevention and control of non-communicable diseases](#) », 18 mai 2020.

L. Zagst, M. Riegner, P. Dann, « [Bouncers beyond Borders. On the \(il\)legality of EU funding for the Libyan coast guard](#) », 20 mai 2020.

R. Diekjobst, T. Manandhar, « [Follow the money and see where it goes – Unmasking the EU’s Libya programme. On the EU’s involvement in human rights violations committed by Libyan actors against migrants](#) », 25 mai 2020.

L. Chen, V. Wijenayake, « [Look for everyday solidarity. International law in pandemic times](#) », 25 mai 2020.

M. E. V. Madrigal, « [The Corona effect. On complex causality in the international anti-corruption arena](#) », 27 mai 2020.

A. Kohte, « [Vulnerability in times of Corona. Guidelines from the Inter-American Court of Human Rights on the Right to Health](#) », 28 mai 2020.

Blogs de langue espagnole

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, doctorante à l'Université de Rennes I

Álvaro Paúl Díaz, « [Nuevos casos contra Haití y Uruguay](#) », 30 mai 2020.